



**HAL**  
open science

# Réalités du terrain virtuel. Une Netnographie des situations de crise est-elle possible ?

Emmanuelle Olivier

► **To cite this version:**

Emmanuelle Olivier. Réalités du terrain virtuel. Une Netnographie des situations de crise est-elle possible ?. Les Cahiers de MaCoTer, A paraître. hal-03089687

**HAL Id: hal-03089687**

**<https://hal.science/hal-03089687>**

Submitted on 8 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Réalités du terrain virtuel. Une netnographie de la crise malienne est-elle possible ?

Emmanuelle OLIVIER, CNRS, Centre Georg Simmel, CNRS (France)

A paraître dans : *Les Cahiers de MaCoTer*, 2/1/, 2023

### Introduction

Depuis le début de la crise malienne en 2012, qui a vu quasi simultanément la reprise de la rébellion touarègue emmenée par le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), un coup d'État militaire et l'émergence de mouvements djihadistes ayant généré des conflits armés de nature multiple (Gonin, Kotlok et Pérouse de Montclos 2013 ; Thiam 2017), le pays est largement inaccessible aux chercheurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux (Hagberg et Körling, 2015 ; Siméant et Traoré, 2012)<sup>1</sup>. Classé intégralement en « zone rouge » à l'exception de Bamako, le Mali semble *a priori* un « terrain perdu » (Holder, 2019) pour des recherches qui nécessitent un séjour plus ou moins prolongé sur place. À cela, il faut ajouter le déplacement d'une partie de la population dans les centres régionaux, à Bamako ou dans les camps de réfugiés (Soukouna, 2019) ; dans certaines zones du centre et du nord du pays, la circulation des personnes est rendue difficile, voire impossible, à cause de l'insécurité (Hagberg *et al.*, 2017) ; sans parler de la méfiance qui s'installe vis-à-vis du voisinage et du danger qu'il y a à parler (Coulibaly, 2020). Et pourtant, malgré une situation que les experts, les politiques et les médias qualifient de « crise multidimensionnelle », ou peut-être précisément à cause de cette situation d'enfermement, le Mali n'a jamais été aussi « connecté ».

Ce texte interroge la crise malienne au prisme de la netnographie, un courant de recherche qui s'est développé corrélativement à une *vie sociale des connections* (jeux, blogs, réseaux et médias sociaux) observée à peu près partout depuis l'avènement du Net 2.0 et de la technologie 3G, laquelle a conduit à un usage élargi des smartphones. On montrera comment se manifeste la crise malienne à travers les médias sociaux, Facebook et WhatsApp en tête, et comment ces médias sociaux permettent d'accéder à une complexité de la société malienne dans cette situation de crise : ses pratiques, ses projections, ses tensions et ses contradictions. D'un point de vue méthodologique, on verra que la netnographie permet autant de pallier l'inaccessibilité du terrain que d'accéder à des pratiques sociales aujourd'hui essentielles à la compréhension des sociétés, dans leurs mises en scène d'elles-mêmes comme dans leurs capacités d'action.

---

<sup>1</sup> Les régions du nord du Mali sont quant à elles fortement déconseillées, voire interdites, aux chercheurs étrangers depuis plus longtemps encore. Voir notamment Amico (2020) qui décrit son séjour à Tombouctou en 2010 dans le cadre du *Festival du désert*, sous la protection de l'armée malienne.

## Connexion / déconnexion du terrain malien

Par connexion, j'entends celle produite par la technologie numérique et internet, qui passe très largement au Mali, comme dans la plupart des autres pays d'Afrique de l'ouest, par la téléphonie mobile. La première décennie des années 2000 est marquée par une carence en termes de développement numérique, ce que d'aucuns ont appelé la « fracture numérique » (Attali, 2008). Deux opérateurs téléphoniques, Malitel<sup>2</sup> et Orange Mali<sup>3</sup>, se mettent en place (Chéneau-Loquay 2010 ; Dahmani et Ledjou 2011-2012 ; Keita et al., 2015), tandis que le pays se dote d'un ministère de l'Économie numérique. Mais internet et la téléphonie mobile, peu développés et très coûteux, restent réservés à une élite. C'est le passage au haut débit, grâce à la technologie 3G implantée au Mali en 2010 par Orange, qui change profondément la donne. Cette *révolution numérique* est d'autant plus rapide que le réseau national de téléphonie fixe est coûteux et techniquement insuffisant. La mise en œuvre du réseau 3G nécessite donc peu de modifications ou de mises aux normes des infrastructures technologiques existantes. La téléphonie mobile se répand alors très rapidement, grâce aux smartphones de fabrication chinoise bon marchés et aux forfaits prépayés à bas prix. Riches ou pauvres, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, citadins ou ruraux, quasiment tous les Maliens possèdent aujourd'hui un téléphone portable considéré comme nouveau « bien de première nécessité » (Olivier, 2017 ; 2020). Plus encore, on assiste à la création de services innovants : *m-paiement*, *m-banking*, *m-commerce*, bien adaptés à la situation économique locale qui se caractérise par des revenus faibles et irréguliers, et un nombre réduit d'individus possédant un ordinateur ou un compte bancaire (BCEAO 2020 : 24). Les opérateurs téléphoniques parlent ainsi aujourd'hui de « digitalisation » de l'Afrique pour signifier l'arrivée du numérique dans tous les aspects de la vie, et la transformation sociétale qu'il est en train d'engendrer (Huet, 2017).

Malgré une connexion croissante, il faut remarquer que le taux de pénétration d'internet est beaucoup moins important que celui de la téléphonie mobile<sup>4</sup>. C'est que le prix des data reste élevé pour la plupart des Maliens. Les différences d'accès au réseau restent en outre importantes entre zones urbaines et rurales, sans parler du débit encore relativement faible malgré l'arrivée

---

<sup>2</sup> Malitel est issu de l'opérateur téléphonique historique au Mali, la Sotelma. En 2001, l'État malien cède une partie du capital de Malitel aux salariés (10 %) et au secteur privé (44 %), avant que Maroc Telecom, filiale de Vivendi, n'en rachète 51 % en 2009.

<sup>3</sup> En 2002, la Sonatel, filiale ouest-africaine de France Telecom, investit dans la société téléphonique Ikatel, laquelle prend le nom d'Orange Mali quelques années plus tard, en 2006.

<sup>4</sup> En 2018, le taux de pénétration data des clients Orange Mali était de 37 % pour un taux de pénétration mobile de 106 % (Rapport annuel Sonatel 2018 : 135). Pour les deux autres opérateurs présents aujourd'hui au Mali, Malitel et Telecel, on ne dispose en revanche d'aucun chiffre officiel.

de la 4G en 2017, et des dysfonctionnements des infrastructures (Mattelart *et al.*, 2015 ; Uimonen, 2015). En revanche, l'usage des réseaux sociaux, Facebook en tête<sup>5</sup>, et des applications mobiles de messagerie instantanée comme WhatsApp s'est fortement élargi, grâce à la mise en place de forfaits spécifiques à bas prix avec une connexion hors-ligne. Facebook et WhatsApp ont pour autres avantages la facilité d'utilisation ; ils ne nécessitent pas de compétences spécifiques, et WhatsApp permet d'échanger des messages vocaux, ce qui est bien adapté aux usagers maliens dont une majorité est peu alphabétisée. Enfin, WhatsApp fonctionne avec une connexion faible et dispose d'un cryptage fort – les agences de renseignement des États sont donc (en principe) « déconnectées » de ce qui se passe sur WhatsApp, ce qui garantit un espace de liberté d'expression non négligeable.

Au Mali comme ailleurs en Afrique, ces médias sociaux irriguent de plus en plus le quotidien des individus, au point qu'un nombre croissant de chercheurs les placent « au centre de la fabrique sociale » (De Bruijn et Van Dick, 2012), quand d'autres montrent le début d'une « cell phone culture » (Goggin, 2006 ; Katz, 2006). Depuis une quinzaine d'années, des travaux importants ont été entrepris en sciences sociales sur le développement de la téléphonie mobile et ses divers usages en Afrique (Berrou et Mellet, 2020 ; De Bruijn, Brinkman et Nyamnjoh, 2009, 2013; Grätz 2013). Pour le Mali, je ne peux manquer d'évoquer l'ouvrage pionnier de Naffet Keita, écrit en collaboration avec Seydou Magassa, Boukary Sangaré et Youssouf Ag Rhissa et intitulé *Téléphonie et mobilité au Mali* (2015), qui analyse finement le rôle et les usages sociaux de la téléphonie mobile dans ce pays durant la première décennie des années 2000.

### **Pour une netnographie des sociétés contemporaines**

Devant l'ampleur de la révolution numérique, que certains chercheurs qualifient de nouvelle *culture* « dans le sens où elle met en place un nouveau contexte à l'échelle mondiale » (Doueihi, 2013 : 33), les sciences sociales se sont rapidement emparées de la question, jusqu'à créer un nouveau courant de recherches appelé « netnographie » (Kozinets, 2002), « ethnographie du virtuel » (Pastinelli, 2011), ou encore « digital ethnography » (Pink *et al.*, 2015). Ce n'est pas ici le lieu de retracer en détails la genèse de ce courant, mais très brièvement, on peut dire qu'il émerge au milieu des années 1990, d'abord au sein des sciences de l'information et de la communication et des études de marketing, pour s'élargir très vite aux sciences sociales. Dans un premier temps, trois types d'approches se dégagent, dont le point commun est de limiter leur

---

<sup>5</sup> L'usage de Twitter, d'Instagram et de TikTok se répand également très vite, mais sans commune mesure pour l'instant avec celui de Facebook, qui est un espace de mise en scène de soi et d'échange avec son entourage, mais aussi de commerce, et même d'arrangements matrimoniaux, extrêmement important au Mali.

observation à ce qui est produit en ligne, dans le « cyberspace »<sup>6</sup>. Un premier ensemble de travaux s'inscrit dans une tradition ethnographique classique. Internet y est conçu comme un ensemble de microcosmes sociaux qu'il s'agit d'explorer par l'observation participante et sur la longue durée, et dont il faut faire l'apprentissage des codes, des procédures, des règles et des routines, dans le but de les rendre explicites (Hine, 2000 ; Trémel, 2003). D'autres travaux, marqués par le courant de l'ethnométhodologie et tout particulièrement l'œuvre de Harold Garfinkel, s'intéressent pour l'essentiel aux usages (des jeux) en ligne, en observant comment les significations se construisent en situation, dans l'interaction avec les participants (Genvo 2006 : 263). Dans une perspective assez proche, un troisième groupe d'auteurs considère le réseau Internet comme un ensemble de textes produits et lus par les utilisateurs, sans réalité pré-discursive (Hine, 2000 : 18). À partir de l'analyse des messages et des « styles » d'écritures dans des groupes de discussions (*chat*, forums), ces auteurs mettent en évidence, par exemple, les rapports de genre et certaines formes de domination.

Assez rapidement, un certain nombre de chercheurs pointent les limites de ces trois approches épistémologiques, en montrant que les pratiques numériques ne sont pas circonscrites à l'espace virtuel, mais s'inscrivent dans des contextes sociaux, familiaux et culturels, qui ne sont pas sans effet sur ce qui se passe dans le cyberspace. L'objet d'étude reste centré sur ce qui se produit en ligne. Mais il y a désormais un travail de recontextualisation de la pratique, avec la mise en place d'un questionnaire en ligne ou même une enquête hors-ligne à l'adresse des usagers, lesquels visent à souligner la porosité des frontières entre le « réel » et le « virtuel », deux catégories oppositionnelles qui sont forgées à ce moment-là (Berry, 2012).

Le saut suivant fait passer une *ethnographie du cyberspace* à une *ethnographie des sociétés du numérique*. Dans ce nouveau paradigme, le numérique est appréhendé comme une technologie qui a pleinement pénétré la vie quotidienne d'un grand nombre d'individus, en étant au cœur de toutes sortes de pratiques (Pastinelli 2011 : 40). Bruno Latour parle de « numérisation » des sociétés, qu'il appréhende par l'analyse des changements que la numérisation opère dans les médias et les médiations qui sont l'objet des sciences sociales et humaines, mais aussi, de manière plus réflexive, en se demandant quelle nouvelle prise elle apporte sur les questions fondamentales de la théorie sociale<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> Terme apparu dans la littérature de science-fiction (Gibson, 1982), le « cyberspace » est devenu synonyme d'Internet avec les écrits d'Hakim Bey, Bruce Sterling ou John Perry Barlow (Lévy, 1994).

<sup>7</sup> <https://www.makery.info/2016/03/15/a-sciences-po-le-medialab-cartographie-la-complexite-12/> Voir le Médialab que Bruno Latour a créé à Sciences Po : <https://medialab.sciencespo.fr/>

Du point de vue de la pratique ethnographique, la plupart des chercheurs convergent aujourd'hui sur l'idée que la netnographie n'est pas très différente de l'ethnographie « traditionnelle ». Le terrain, quelle qu'en soit sa forme, reste une construction du chercheur, un espace scientifiquement produit, un point de vue. Il existe ce que l'on pourrait appeler une *illusion panoptique* du terrain réel, parce que le chercheur y est physiquement, et qu'il voit ce qui s'y passe dans une situation sociale, mais il est clair que nous avons toujours à faire à une réalité partielle. En outre, depuis « l'ethnographie multi-située » de George Marcus (1995), on sait bien que le terrain ne se définit pas nécessairement par un lieu fixe, mais par des circulations et des médiations. Sur les identités des personnes, et la difficulté de dire avec certitude qui parle, qui agit, tout comme la vérification des données recueillies, il est sans doute plus délicat qu'ailleurs de vérifier la véracité des propos des interlocuteurs sur internet et les médias sociaux. Mais il n'en reste pas moins que la démarche est la même pour tout autre terrain : le travail ethnographique consiste à repérer, au fil du temps, les ambivalences, les paradoxes, les confusions, tout comme les cohérences par-delà les discours et les actions fractionnés. Il s'agit aussi de déterminer le « régime de confiance » (Cardon, 2008) que les personnes peuvent avoir envers les informations qu'elles s'échangent. À cet égard, il est intéressant de remarquer que dans un internet sans réseau social, « le coût de la tromperie » (Donath 2007, cité par Cardon, *ibid.*) est faible, puisqu'il ne peut pas être sanctionné par les proches. Mais il devient plus difficile de tricher lorsque les informations que l'on affiche vont être également lues ou entendues par des personnes qui vous connaissent en dehors des réseaux sociaux. Dans le cas d'informations erronées ou de *fake news*, le travail du chercheur est plutôt de mesurer le degré d'influence des personnes qui les postent et ce que révèle ou provoque l'adhésion à ces informations erronées parmi celles et ceux qui les reçoivent. Il s'agit aussi de contextualiser la notion de *fake news*, car pour nombre de Maliens, elles sont aujourd'hui du côté des médias traditionnels, légitimes, considérés comme inféodés au politique, tandis que les informations issues des réseaux sociaux les dénoncent et rétablissent la « vérité ». Une telle ethnographie conduit ainsi à une réflexion sur le régime de « post-vérité » (Frau-Meigs, 2019) dans lequel nous vivons depuis l'avènement des médias sociaux, mais qui se manifeste différemment ici ou là, en fonction des situations politiques et sociales.

### **Une netnographie de la crise malienne est-elle possible ?**

Loin de l'idée que l'espace virtuel se pose « en abstraction des autres sphères de la vie sociale » (Pastinelli, 2011 : 39), celui-ci est désormais considéré comme « lieu pratiqué » (De Certeau, 1990 : 173), au sens d'un lieu socialement en actes, tandis que ce que Mirjam De Bruijn et Rijk

Can Dick (2012) appellent les « *linking technologies* » (technologies numériques productrices de liens sociaux) sont envisagées dans leur capacité d'action, c'est-à-dire productrice d'effets, sur les individus et les sociétés.

Au Mali, cette capacité d'action est telle que ce n'est certainement pas un hasard si des coupures d'accès à Twitter, Facebook, WhatsApp et Viber se sont produites en août 2016 à la suite de l'arrestation de l'activiste Ras Bath et des manifestations qui en ont suivies, puis en juillet 2018 le jour du premier tour de l'élection présidentielle<sup>8</sup>. Ce n'est pas non plus un hasard si, depuis 2012, les installations techniques des opérateurs téléphoniques sont périodiquement endommagées par des groupes djihadistes, occasionnant des coupures de réseau dans les régions de Tombouctou et de Gao<sup>9</sup>. De son côté, la MINUSMA a bien compris le pouvoir d'action et d'influence des « blogueurs » maliens, et a ainsi organisé une rencontre avec eux en décembre 2018<sup>10</sup>.

Dès lors, la question est moins de savoir si et comment une ethnographie du net pallie l'absence de terrain « réel » au Mali aujourd'hui, que de considérer cette netnographie comme un outil qui nous fait accéder à, ou mieux, contribue à révéler la complexité de la société malienne dans cette situation de crise : ses pratiques, ses projections, ses tensions et ses contradictions. Il s'agit ainsi de faire d'internet et des médias sociaux un champ d'exploration des (nouveaux ?) réseaux de sociabilité et des mises en scène de soi. Mais il s'agit aussi d'appréhender la circulation d'informations de toutes sortes (du témoignage à la rumeur et aux *fake news*), de la fabrique des opinions, des valeurs, des émotions et des imaginaires, de l'organisation des mouvements sociaux, de l'émergence de nouveaux leaders, etc. Suivre *la vie sociale des connections* pour voir ce que ces connections révèlent des situations de crise, c'est interroger ce qu'internet et les médias sociaux *font* à ces crises sur le plan des médiations ou des clivages identitaires, des émancipations ou des conservatismes. C'est voir comment on passe d'échanges et de mobilisations virtuelles à des actions réelles, et quels en sont les facteurs déclencheurs. C'est

---

<sup>8</sup> Voir [internetwithoutborders.org](http://internetwithoutborders.org)

<sup>9</sup> Voir : <http://news.abamako.com/h/254545.html> ; <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210807-mali-dans-le-nord-des-actes-de-vandalisme-privent-les-populations-de-r%C3%A9seau-t%C3%A9l%C3%A9phonique>. À ce propos, Naffet Keita précise que : « toutes les petites et moyennes villes conquises par le MNLA et qui étaient couvertes par le réseau, ont vu leurs antennes-relais détruites. Ceci n'est pas sans rapport avec certains aspects techniques du siège de Sarajevo, très méconnus, qui sont pourtant d'un intérêt historique majeur. Le blocage des communications contribuait au début de la guerre à masquer la réalité du quotidien des villes conquises à l'étranger, mais les employés des PTT restés à Sarajevo permirent, grâce à leur travail et en risquant leur vie, à la vérité d'éclater. » (Keita, 2013 : 3).

<sup>10</sup> <https://minusma.unmissions.org/une-vingtaine-de-blogueurs-du-mali-%C3%A9changent-avec-la-minusma-sur-son-r%C3%B4le>

enfin se demander si l'on est en présence d'un simple exutoire ou à l'inverse, de nouvelles formes de l'« agir politique » (Habermas, 1987).

Les crises récentes en Afrique de l'ouest, dans les pays du Maghreb et au Moyen Orient nous offrent des éléments de lecture à ce sujet. Ainsi, pendant la crise ivoirienne au tout début des années 2000, il apparaît que la parole des «gens d'en bas» s'est libérée avec les SMS (les messageries de type WhatsApp n'existaient pas encore). De cette manière, les Ivoiriens ont trouvé un moyen de parler de la crise, des différents acteurs de ce conflit, de l'ethnicité, etc. (Palé, 2015 : 79). Quelques années plus tard en Iran, la vague de protestation consécutive à la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad (2009) a été qualifiée de « révolution Twitter » : de fait, au cours des premiers jours de la révolte, Twitter est devenu le moyen essentiel pour les Iraniens d'informer les observateurs internationaux sur les événements<sup>11</sup>. Lors des Printemps arabes de 2011, les médias sociaux ont joué là aussi un rôle essentiel dans la fabrication de l'opinion, la documentation, la coordination et la mobilisation des gens (Gonzalez-Quijano, 2015).

Au Bénin, l'utilisation de WhatsApp a véritablement explosé avant les élections législatives d'avril 2015<sup>12</sup> ; au Burkina Faso, lors de la chute de Blaise Compaoré, de nombreuses conversations groupées (sur WhatsApp) ont circulé entre les manifestants qui tentaient d'éviter des contingents de policiers<sup>13</sup>. Au Burundi, c'est encore largement via WhatsApp, que des lanceurs d'alerte ont fait circuler des informations, alors que les médias (radio, télévision) étaient censurés par le régime de Pierre Nkurunziza<sup>14</sup>. On pourrait multiplier à l'envi les exemples, tant les médias sociaux sont au cœur de ces crises récentes. Si leurs rôles commencent à être bien documentés, pour ce qui concerne le Mali, seuls Naffet Keita et Boukary Sangaré se sont jusqu'à présent intéressés au rôle de la téléphonie mobile et des médias sociaux dans la crise. De l'éclatement de la rébellion en janvier 2012 au déclenchement de « l'opération Serval », Keita a entrepris une ethnographie des flux communicationnels de téléphonie mobile entre les populations du nord du Mali restées sur place, les déplacés intérieurs et les réfugiés, ethnographie qui l'a conduit à proposer une analyse du « pouvoir » de la téléphonie mobile, en termes d'*usages* et de *mésusages* (Keita, 2013)<sup>15</sup>. Sangaré a choisi quant

---

<sup>11</sup> Cf. *Le Monde* : « Twitter, la crise iranienne et les mobilisations citoyennes », publié le 25/06/2009.

<sup>12</sup> Cf. *Jeune Afrique* : « Bénin. WhatsApp à Cotonou, pour le meilleur et pour le pire », publié le 08/07/2016.

<sup>13</sup> Cf. *Jeune Afrique* : « Technologie. Comment WhatsApp a conquis l'Afrique », publié le 05/07/2016.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Keita montre ainsi comment à la chute du régime de Mouammar Kadhafi, « dans les régions de l'Est et du Nord du Mali (Gao, Tombouctou et Kidal) et avant que le bruit ne coure de l'arrivée imminente des légionnaires libyens dont certains sont d'origine malienne, ce sont des images de colonnes lourdement armées [qui en étant] transférées de téléphone en téléphone à partir du système d'envoi Bluetooth, [puis] en circulant en boucle vont produire un



à lui d'interroger des groupes de discussion sur Facebook qui ont été créés en 2012 pour montrer leur rôle dans la diffusion des informations sur la crise et les effets qu'ils ont produits (Sangaré, 2014). Ces travaux sont extrêmement importants, et méritent d'être poursuivis en croisant enquête qualitative (sur des groupes Facebook, WhatsApp, des pages ou des blogs à suivre sur la durée), enquête quantitative (pour évaluer le nombre et la surface de ces médias sociaux) et analyse iconographique (analyse des contenus visuels et audiovisuels postés par les usagers).

### **Les médias sociaux : chroniques du temps de la crise malienne ?**

On peut proposer ici quelques pistes de réflexion pour une netnographie de la crise malienne. Tout d'abord, il me semble qu'une sociologie fine des usagers de ces médias sociaux reste à faire, en termes d'âge, de genre, de groupes sociaux, de niveau d'alphabétisation et de scolarité, mais aussi de « littératie numérique » (Gerbault, 2012). Il s'agit ensuite d'identifier les différents types d'usagers de ces médias sociaux : instigateurs, modérateurs, followers, etc., en fonction du rôle qu'il y tiennent, de l'autorité ou de la « maîtrise » (Keita, 2013) qu'ils acquièrent, et des contenus qu'ils postent, avant de se pencher sur les raisons qui poussent certains à créer une page, un blog ou un groupe de discussion. La crise malienne a-t-elle fait émerger des activistes qui utilisent les médias sociaux pour devenir des leaders d'opinion exerçant une autorité et/ou une influence sur les membres de leur groupe et au-delà ? Ou bien à l'inverse les médias sociaux ont-ils favorisé l'émergence de nouvelles formes d'expression, de protestation, voire de militantisme qui se sont développées *dans et par* la crise ? Quoi qu'il en soit, on peut remarquer avec Sangaré (2014) que les dates de création d'un grand nombre de groupes de discussion Facebook, comme Anti-MNLA<sup>16</sup>, Sofas de la République<sup>17</sup>, Journal Foufou<sup>18</sup> ou Douentza Groupe<sup>19</sup>, coïncident avec le début de la crise malienne, moment qui correspond aussi au déploiement de la technologie 3G sur une grande partie du territoire national. Outre la figure hyper-médiatique de Ras Bath<sup>20</sup> et de plusieurs jeunes bloggeurs qui

---

triple effet qui [...] sera déterminant pour la pérennisation future de ce pays : l'appel à l'émergence d'une identité ethnique et la configuration d'un espace territorial ethnoculturel subséquent ; l'émergence de pouvoirs ethnicisés localisés dont les oppositions résonnent au cœur du pouvoir central et... la mystification d'un groupe ethnoculturel suivant le processus victimaire. » (Keita, 2013).

<sup>16</sup> <https://www.facebook.com/ANTI-MNLA-282542315141634/>

<sup>17</sup> <https://www.facebook.com/groups/376062712428125/>

<sup>18</sup> <https://www.facebook.com/groups/journalfoufou/>

<sup>19</sup> <https://www.facebook.com/groups/douentza>

<sup>20</sup> Mohamed Bathily alias Ras-Bath est le porte-parole du groupe *Les Sofas de la République* qui fait entendre sa voix depuis les élections présidentielles de 2013. Les instigateurs des *Sofas de la République* sont également des rappers : Damarifa Ramses de Tata Pound, Master Soumi, Yelifuzo et le groupe Fanga Fing.

sont aussi journalistes<sup>21</sup>, on remarque la présence de femmes comme « web-activistes », catégorie consacrée au Mali pour désigner celles et ceux qui animent des pages, blogs ou groupes de discussion visant à débattre de la crise malienne et à interpeller l'État à ce sujet<sup>22</sup>. Je pense tout particulièrement à Fatouma Harber<sup>23</sup>, une enseignante basée à Tombouctou, qui, outre son blog sur Facebook<sup>24</sup> et sur Mondoblog, la plateforme des blogueurs de RFI, est fondatrice de l'ONG DoniBlog – La Communauté des Blogueurs du Mali<sup>25</sup>, qui pilote la plateforme Benbere<sup>26</sup> où écrivent de nombreux blogueurs maliens.

Cette sociologie devra être complétée par une géographie/cartographie des usagers des médias sociaux maliens pour savoir d'où ils s'expriment, ce qui conduira à identifier les réseaux de sociabilité qui se dessinent. Il s'agira ainsi de « suivre les pistes relationnelles des [médias] sociaux » (Semin, 2009 : 104)<sup>27</sup>, en se demandant si ce sont des *grins 2.0* qui reproduisent les réseaux familiaux, générationnels, associatifs, professionnels, religieux, etc., existants en utilisant les nouveaux outils numériques à leur disposition, ou bien s'ils produisent de nouveaux réseaux, et lesquels ? En outre, ces médias sociaux constituent-ils un espace de médiation ou à l'inverse de reproduction, voire de renforcement, des clivages identitaires ? Les enquêtes que j'ai pu mener au Mali depuis 2014 sur la musicalisation du quotidien en régime numérique montrent entre autres choses que Facebook et WhatsApp sont très largement des *média de proximité* (Olivier, 2017 ; 2020). Mais on peut aussi se demander si le développement de ces espaces forts d'entre-soi, où l'on se connaît et l'on se reconnaît, n'est pas l'un des effets de la crise malienne. D'un autre côté, il faut reconnaître que ces espaces n'interdisent pas les débats, qu'ils soient consensuels ou plus polémiques, ou même l'intégration de membres relevant d'appartenances opposées : c'est ce que montre Boukary Sangaré avec le groupe Facebook Anti-MNLA dont l'un des membres est précisément « Moussa Ag Assarid, l'homme le plus médiatisé du MNLA et porte-parole dudit mouvement [qui] y publie parfois des informations » (Sangaré, 2014 : 1928).

---

<sup>21</sup> Je pense notamment à Bokar Sangaré qui écrit sur le Mondoblog de RFI, mais aussi dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* et collabore aussi à RFI, tout en étant étudiant à l'Université.

<sup>22</sup> Les web-activistes se distinguent des « vidéomen » et « videowomen » qui postent des vidéos assorties de protestations qui prennent la forme d'injures. Voir : <https://maliactu.net/mali-fatouma-harber-bloggeuse-un-web-activiste-est-different-dun-vidéoman-manipule/>

<sup>23</sup> Pour un portrait de Fatouma Harber, voir notamment : <http://news.aniamey.com/h/97705.html>

<sup>24</sup> Voir : <https://www.facebook.com/Webtunbutuwoy/>

<sup>25</sup> <https://www.facebook.com/Doniblog/>

<sup>26</sup> <https://benbere.org/>

<sup>27</sup> Deux types de réseau peuvent être étudiés : l'ego-network : réseau d'une personne unique ; réseaux complets : réseau global constitué par toutes les relations observables entre tous les individus.

Sur le plan des contenus, il s'agit de distinguer ce qui relève de la communication (en se posant la question de l'indépendance, ou non, de certains groupes vis-à-vis de la sphère politique ou religieuse, voire des mouvements djihadistes), de l'information (vérifiée ou non, originale ou relayée), de l'analyse, de l'opinion (appréciation, critique, accusations), de la rumeur, voire des *fake news*, ou encore de l'appel (à se mobiliser, à manifester, etc.). On voit par exemple, que plusieurs groupes de discussion Facebook, parmi lesquels le Douentza groupe, ont un objectif spécifique, à savoir relayer les informations à l'adresse d'une localité non connectée, pour précisément la reconnecter au reste du pays (Sangaré 2014 : 1930). Mais à l'inverse de ces groupes au contenu spécifique, il serait intéressant d'en suivre d'autres plus généralistes, groupes d'amis, groupes religieux ou groupes professionnels, dans leurs échanges « ordinaires » et voir dans quelle mesure, et de quelle manière, leurs contenus intègrent la question de la crise. Les contenus sont aussi liés aux formes qu'ils prennent : écrit, audio, photo, vidéo, graphique (cartes, affiches, dessins, caricatures) –, lesquelles renseignent à la fois sur ceux/celles qui postent les contenus et ceux/celles qui les reçoivent et les échangent. On peut raisonnablement penser que les articles écrits en français et diffusés sur le Mondoblog de RFI sont peu lus par les personnes qui échangent surtout des vocaux sur WhatsApp, ce qui nous renvoie à la question de l'entre-soi traitée dans la partie précédente de ce texte

Enfin, la question des contenus s'articule à celle de la temporalité des médias sociaux. Le temps réel des actualités postées sur les groupes Facebook et WhatsApp a certes l'inconvénient de ses « mésusages » (Keita, 2013), rumeurs, informations non vérifiées, désinformation, etc., mais au Mali, il permet aussi de partager l'information sur les actualités dominantes très rapidement, alors que les médias conventionnels et les médias d'État n'informent que partiellement, ou après-coup, ou même pas du tout (sur le coup d'État de mars 2012 et l'avancée des djihadistes qui en a suivi, voir Siméant et Traoré, 2012).

Une netnographie de la crise malienne est-elle possible ? En mettant en avant la netnographie comme l'un des outils de compréhension de cette crise, ce texte ne visait pas à donner un argument pour justifier de futurs « *armchair anthropologists* » (Hagberg et Körling, 2015 : 150). Il ne s'agissait pas non plus d'opposer une ethnographie du virtuel à une ethnographie du réel, opposition dont on a montré la faiblesse heuristique. En revanche, on l'a vu tout au long de ce texte : les médias sociaux constituent l'une des manifestations fortes de la crise malienne : les individus se mettent en scène, mais surtout se racontent, échangent, agissent *sur* et *par* les médias sociaux, Facebook et WhatsApp en tête, mais de plus en plus aussi TikTok et Instagram. Les médias sociaux témoignent de ce moment de l'histoire du Mali, tel que les Maliens en font le récit, pour eux-mêmes et pour les autres. Ce récit peut être fracturé, partiel et partial, ou pour

le moins pétri d'ambivalence et d'ambiguïtés. Il peut révéler tour à tour le conservatisme et l'ouverture d'esprit, les clivages comme de nouvelles médiations, la manipulation des uns et l'émancipation des autres. Peu importe : ce récit est celui des Maliens, et il révèle, à qui veut bien l'entendre, leurs propres voix sur cette crise. Il est pour une part aussi éphémère : combien conservent leurs posts, leurs échanges, et pour combien de temps ? Mais si des traces restent, et il en restera, il ne serait pas surprenant que dans quelques années, les historiens considèrent certains groupes de discussion ou blogs comme les journaux intimes, voire les chroniques, de ce moment singulier de l'histoire du Mali.

### Références bibliographiques

AMICO, Marta, 2020, *La fabrique d'une musique touarègue. Un son du désert dans la World Music*, Paris, Éditions Karthala.

ATTALI, Jacques, 2008, « Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française », Paris, La Documentation Française.

BCEAO, 2020, « Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2019 », octobre 2020.

BERRY, Vincent, 2012, « Ethnographie sur Internet : rendre compte du "virtuel" », *Les sciences de l'éducation – Pour l'Ère nouvelle*, vol. 45, n°4, pp. 35-58.

BERROU, Jean-Philippe, MELLET, Kevin (eds.), 2020, « Le mobile et ses usages en Afrique subsaharienne », *Réseaux*, vol. 1, n°219, pp. 11-38.

CARDON, Dominique, 2008, *Les sciences sociales et le web 2.0 : L'identité comme signal (3/7)*

DE CERTEAU, Michel, 1990, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie, 2010, « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC », *Afrique contemporaine* n°234, pp. 93-112.

COULIBALY, Baba, 2020, « Analyse des usages publics des notions de sécurité et d'insécurité comme paradigme des politiques publiques au Mali : l'exemple du foncier », *Les Cahiers de MaCoTer*, vol. 1, n°1, pp. 19-42.

DAHMANI, Ahmed, LEDJOU, Jean-Michel, 2011-2012, « Le développement des télécommunications dans les Suds. Retour sur une décennie de diffusion des TIC en Afrique de l'ouest et au Maghreb », *Tic&société*, vol. 5, n°2-3, pp. 88-103.

DE BRUIJN, Mirjam, NYAMNJOH, Francis, BRINKMAN, Inge (eds.), 2009, *Mobile phones: The new talking drums of everyday Africa*, Bamenda, Langaa RPCIG.

- DE BRUIJN, Mirjam, VAN DIJK, Rijk, 2012, « Connecting and Change in African Societies: Example of “Ethnographies of Linking” in Anthropology », *Anthropologica*, 54/1, pp. 45-59.
- DE BRUIJN, Mirjam, BRINKMAN, Inge, NYAMNJOH, Francis, 2013, *Side@Ways. Mobile margins and the dynamics of communication in Africa*, Bamenda/Leiden, Langaa/African Studies Centre.
- DONATH, Judith, 2007, « Signals in social supernets », *The Journal of Computer-Mediated Communication*, 13/1, pp. 231-251.
- DOUEIHI, Milad, 2013, *Qu'est-ce que le numérique ?*, Paris, PUF.
- FRAU-MEIGS, Divina, 2019, *Faut-il avoir peur des fake news ?*, Paris, La Documentation Française.
- GENVO, Sébastien, 2006, « Le game design de jeux vidéo, approche communicationnelle et interculturelle », Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Metz, Université Paul Verlaine.
- GERBAULT, Jeannine, 2012, « Littérature numérique. Les nouvelles dimensions de l'écrit au 21<sup>ème</sup> siècle », *Recherche en didactique des langues et des cultures. Les Cahiers de l'Acedle*, vol. 9, n°2, pp. 109-128.
- GIBSON, William, 1982, « Burning Chrome », *Omni* n°10.
- GOGGIN, Gerard, 2006, *Cell Phone Culture: Mobile Technology in Everyday Life*, London, Routledge.
- GONIN, Philippe, KOTLOK, Nathalie, PÉROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine (dir.), 2013, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire.
- GONZALES-QUIJANO, Yves, 2015, « Internet, le “Printemps arabe” et la dévaluation du cyberactivisme arabe », *Égypte/Monde arabe*, vol. 1, n°12, pp. 67-84.
- GRÄTZ, Tilo, 2013, « New media entrepreneurs and changing styles of public communication in Africa: introduction », *Journal of African Cultural Studies*, 25/1, pp. 1-13.
- HABERMAS, Jürgen, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tomes 1 et 2, Paris, Fayard.
- HAGBERG, Sten, KÖRLING, Gabriella, 2015, 2015, « Terrains inaccessibles. Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, n°64, pp. 141-152.
- HAGBERG, Sten, KONÉ, Yaouaga Félix, KONÉ, Bintou, DIALLO, Aboubacar, KANSAYE, Issiaka, 2017, *Vers une sécurité par le bas ? Étude sur les perceptions et les expériences de sécurité dans deux communes maliennes*, Suède, Uppsala University.
- HINE, Christine, *Virtual Ethnography*, Londres, Sage, 2000.

- HOLDER, Gilles, 2019, « Les sciences sociales *dans* la crise : argument », Communication présentée à l'École d'Automne de Bamako « *Les sciences sociales dans la crise. Pratiques de recherche et production de savoirs en situation de conflit* », Université de Kabala (Mali).
- HUET, Jean-Michel, 2017, *Le digital en Afrique. Les cinq sauts numériques*, Paris, Michel Lafon.
- KATZ, James E., 2006, *Magic in the Air. Mobile Communication and The Transformation of Social Life*, New Brunswick, Transaction Publishers.
- KÉITA, Naffet, « Més(usages) et tendances récentes en matière de communication au Mali : le « pouvoir » du téléphone portable en « temps de crise » », Communication présentée lors du Congrès de l'Association Canadienne des Études Africaines (ACEA), 27 avril au 5 mai 2013.
- KÉITA, Naffet, MAGASSA, Seydou, SANGARÉ, Boukary, AG RHISSA, Youssouf, 2015, *Téléphonie et mobilité au Mali*, Bamenda/Leiden, Langaa/African Studies Centre.
- KOZINETS, Robert V., 2002, « The Field Behind the Screen : Using Netnography for Marketing Research in Online Communities », *Journal of Marketing Research*, 39/1, pp. 61-72.
- KOZINETS, Robert V., 2009, *Netnography: Doing Ethnographic Research Online*, London, Sage.
- LÉVY, Pierre, 1994, *L'intelligence collective : pour une anthropologie du cyberspace*, Paris, La Découverte.
- MARCUS, Georges E., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, n°24, pp. 95-117.
- MATTELART, Tristan, PARIZOT, Cédric, PEGHINI, Julie, WANONO, Nadine, 2015, « Le numérique vu depuis les marges », *Journal des anthropologues*, vol. 3-4, n°142-143, pp. 9-27.
- OLIVIER, Emmanuelle, 2017, « Contraintes et débrouilles. Une enquête sur la musique numérique à Bamako (Mali) », in P. Le Guern (dir.), *En quête de musique. Questions de méthode à l'ère de la numérimorphose*, Paris, Hermann, pp. 275-303.
- OLIVIER, Emmanuelle, 2020, « Ce que la téléphonie mobile *fait* à la musique ouest africaine. Le projet ZikMali : un nouveau modèle de distribution musicale ? », *Réseaux*, n°219, pp. 71-104.
- PALÉ, Titi Eri Aramatou, 2015, « La dérision de l'actualité politique chez les usagers du Sms pendant la crise ivoirienne », in A. Kiyindou, K. Anaté, A. Capo-Chichi (dir.), *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*, Paris, L'Harmattan, pp. 79-91.

- PASTINLLI, Madeleine, 2011, « Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne », *Anthropologie et sociétés*, vol. 35, n°1-2, pp. 35-52.
- PINK, Sarah, HORST, Heather, POSTILL, John, HORTH, Larissa, LEWIS, Tania, TACCHI, Jo, 2016, *Digital Ethnography : Principles and Practices*, London, Sage Publications.
- SANGARÉ, Boukary, 2014, « Réseaux sociaux et communication en temps de crises au Mali : l'exemple des groupes de discussion sur Facebook », *Actes du colloques ECAS 2013*, Centro de Estudos Internacionais do Instituto Universitário de Lisboa (ISCTE-IUL), pp. 1920-1941.
- SEMIN, Jeanne, 2009, « L'ethnologue dans les réseaux économiques des femmes migrantes : modes de présence simultanée entre la France et l'Afrique », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°3, pp. 101-113.
- SIMÉANT, Johanna, TRAORÉ, Laure, 2012, « Mali : Le putsch et le nord vus de Bamako », *Les dossiers du CERI*.
- SONATEL, 2018, « Rapport annuel 2018 ».
- SOUKOUNA, Sadio, 2019, « Paradiplomatie et migrants maliens. Entre logiques de politisation et de marginalisation », *Monde commun*, vol. 2, n°3, pp. 72-85.
- THIAM, Adam, 2017, « Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée », Centre pour le dialogue humanitaire, Genève.
- TRÉMEL, Laurent, 2003, « La pratique du jeu vidéo : un objet d'études sociologiques ? », in M. Roustan (dir.), *La pratique jeu vidéo : réalité ou virtualité ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 157-169.
- UIMONEN, Paul, 2015, « "Number not reachable". Mobile infrastructure and global racial hierarchy in Africa », *Journal des Anthropologues*, n°142-143, pp. 29-47.